



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25-26 rue des Ailes  
ZA n°2 des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPREC GRAND OUEST**

5-7 rue Piliers de la Chauvinière  
CS 60195  
44800 Saint-Herblain

Références : 2026/0041  
Code AIOT : 0010008581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réactive suite au départ de feu du 21/01/2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC GRAND OUEST
- Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche
- Code AIOT : 0010008581

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri, transit, regroupement de papier-carton principalement (97% des déchets réceptionnés) ; tri par qualité et mise en balle. Les autres déchets réceptionnés sont des emballages en matière plastique, bois (palettes), ...

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 21/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
2	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 21/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
3	Isolement des milieux - Evacuation des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.4	Sans objet
4	Déchets issus de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 38	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les obligations réglementaires relatives à l'information de l'inspection et au confinement des eaux d'extinction ont été respectées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>

**Conforme.**

L'information a été faite immédiatement par l'exploitant, l'inspection étant en rendez-vous avec l'exploitant sur un autre site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 21/01/2026, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport d'accident

**Prescription contrôlée :**

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets moyen ou à long terme.

**Constats :****Résumé des faits et constats**

L'incendie s'est déclaré vers 9h30 au niveau du broyeur-compacteur de papiers et cartons situé juste en amont du compacteur utilisé pour la mise en balles. Selon les salariés présents, il y a eu une explosion suivie d'une flamme qui a mis le feu aux papiers et cartons.

La vitesse de réaction des salariés a permis d'éviter la propagation de l'incendie à l'ensemble du bâtiment où étaient présentes environ 400 tonnes de déchets de papiers et cartons.

Les pompiers sont intervenus très rapidement (environ 15 mn après l'alerte). D'importants moyens ont été déployés: une trentaine de pompiers et plusieurs engins. Vers 11h, le sinistre était maîtrisé.

Hormis l'outil de production, la structure du bâtiment n'a pas été impactée.

Selon l'exploitant, il semblerait que l'origine du départ de feu soit dûe à la présence dans les papiers et cartons d'une pile au lithium qui aurait été endommagée au niveau du broyeur.

Toute l'eau utilisée pour l'extinction (moins de 10 m3) a été confinée sur le site, les vannes d'isolement ayant été actionnées dès le départ de feu.

**Bilan**

Environ 100 kg de papiers et cartons ont brûlé.

Le SDIS nous a précisé que seule de l'eau avait été utilisée pour l'extinction (pas d'ajout d'émulseur ou additif similaire).

De ce fait, le SDIS a considéré que le sinistre n'avait eu aucune conséquence sur l'environnement ou le voisinage.

**Rapport d'accident**

La fiche BARPI n'ayant pas été rédigée au moment de notre inspection, il est demandé à l'exploitant de nous la communiquer sous quinzaine. À partir du 1er janvier 2026, la déclaration d'un accident ou d'un incident doit être effectuée sous :<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Communiquer sous quinze jours la fiche d'accident modèle BARPI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Isolement des milieux - Evacuation des eaux d'extinction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement et évacuation des eaux d'extinction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des dispositions doivent être prises (vannes d'obturation manuelle sur le réseau d'eaux pluviales) pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident ou d'incendie, de déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle doit se faire sans dilution dans les conditions prévues à l'article 50 ci-dessous. A défaut, elles doivent être éliminées dans des installations autorisées à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b> L'intégralité de l'eau utilisée pour l'extinction (moins de 10 m3) a été confinée sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'évacuation des eaux d'extinction ne peut se faire que dans une filière dûment autorisée pour les recevoir. L'exploitant devra pouvoir le justifier.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Déchets issus de l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 38</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets non recyclables résultant du tri doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Cette prescription est applicable aux déchets résultant de l'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra justifier l'élimination des déchets issus de l'incendie.</p>

Type de suites proposées : Sans suite